

14 février / a viz C'hwevrer 2022

Kemennadenn d'ar Mediaoù / Communiqué de Presse

FUTURE CONVENTION ÉTAT-RÉGION SUR LA LANGUE BRETONNE : UNE ROUTE AMBITIEUSE TRACÉE POUR L'ENSEIGNEMENT MAIS... UN MANQUE FLAGRANT D'ENGAGEMENT FINANCIER DE L'ÉTAT POUR Y PARVENIR REMETTANT EN QUESTION LES OBJECTIFS !

La prochaine convention sur la transmission des langues de Bretagne (2022-2026) doit être votée fin février par le Conseil régional. Il y a certes **des avancées en terme d'objectifs ambitieux** affichés par rapport à celle de 2015 : notamment 30 000 élèves en filière bilingue, 50 % des postes au concours de Professeur des écoles (à fin 2026) et la généralisation progressive de l'enseignement de la langue bretonne et son enseignement sur le temps scolaire et non sur celui dédié aux langues (*Application de l'article 7 de la loi Molac avec la généralisation dans le Finistère, 50 % des établissements dans le 1er degré pour le Morbihan, 25% en Côtes-d'Armor et Ile et Vilaine et continuité pédagogique de cet enseignement au collège*),

MAIS l'effort financier précis et chiffré de l'État n'est pas au rendez-vous pour atteindre ces objectifs. Comme l'a justement dit le Conseil Culturel de Bretagne dans son avis publié vendredi dernier, ***“la réussite de cette convention-cadre tient dans les moyens financiers qui seront donnés, et sur ce point, nous ne pouvons que constater l'absence d'une enveloppe spécifique sur la durée de la convention.”***

La volonté de permettre aux élèves bilingues de poursuivre l'enseignement du breton en collège et lycée a été clairement exprimée par la Région et nos associations. Ce qui veut dire dans la pratique inverser la tendance actuelle d'une diminution des effectifs. La raison en est connue : l'absence de statut du parcours bilingue français-langue régionale dévalorise ce parcours aux épreuves du baccalauréat, dévalorisation voulue par le ministre en charge. **MAIS** il n'est pas clairement dit dans la convention que ces mesures défavorables seront retirées ! L'une des mesures positives prévoit qu'au lycée, les élèves des filières bilingues pourront désormais s'inscrire en section européenne **MAIS** Il est cependant regrettable que la même possibilité ne soit pas ouverte au collège. En outre, certains points nous laissent entrevoir le pire pour l'enseignement public, avec des moyens remis en partie dans la dotation globale des établissements sur le cycle 4 au collège.

Il est indiqué *“que l'État affirme sa volonté d'aboutir à la parité horaire dans l'ensemble du second degré, en renforçant le recrutement et la formation à la langue bretonne d'un nombre adéquat d'enseignants de disciplines non linguistiques”* **MAIS** toute référence au nombre de postes offerts aux concours dans le second degré a disparu de la demande initiale de la région remettant clairement en cause cet objectif à terme. La demande initiale prévoyait d'augmenter régulièrement le nombre de places au concours du second degré CAPES / CAFEP pour aboutir à 25 en 2026 ! Depuis des années, seuls 4 postes par an sont ouverts...

L'atteinte de 30 000 élèves en filière bilingue nécessite le recrutement accru d'enseignants bilingues comme l'exprime le Conseil Culturel de Bretagne. Il est bien indiqué qu'il y a un minimum de 20 % réservé par l'Académie pour le concours de professeur des écoles bilingue, à terme 50 %, **MAIS** *“sous la double condition que le nombre d'inscrits aux concours soit suffisant et que le niveau des lauréats soit comparable à celui de la filière monolingue”*. Il faudra s'entendre sur ce que sous-entend un nombre suffisant d'inscrits et la qualité (quelle note minimale ?). Le Rectorat précise bien que si ce n'est pas le cas, ces postes seront repris pour le concours monolingue.

Pour la formation initiale des enseignants du public : toute référence sur la possibilité d'être inscrit physiquement sur un autre site que Saint-Brieuc et notamment Brest, Vannes et Rennes a disparu pour les étudiants désireux se former au professorat. Doit-on rappeler que les modalités du concours changent en 2022 ! Le concours CRPE sera déplacé en 2ème année du Master MEEF. Ce changement, dont on a peu mesuré les conséquences aujourd'hui, risque de fortement dissuader les futurs candidats et notamment ceux et celles souhaitant intégrer l'Éducation Nationale en seconde partie de carrière professionnelle. Il y a un risque avéré d'entraîner une chute de candidats (2 ans de formation non rémunérée contre une jusqu'à présent). Localiser la formation des maîtres sur un site unique, celui de Saint-Brieuc, est d'évidence insuffisant pour répondre aux aspirations de mobilité des étudiants.

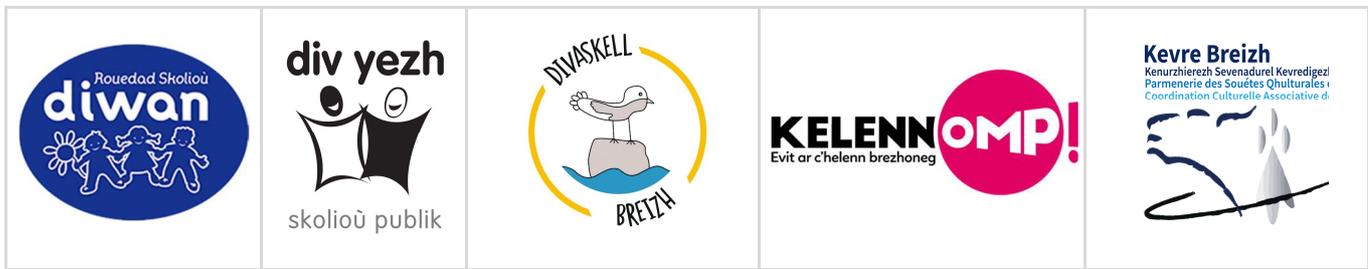
Toute référence à la demande initiale de prévoir un dispositif de formation continue important pour les enseignants en place et une formation importante de nouveaux maîtres formateurs bilingues a également disparu ! Enfin, comme l'a pointé très fortement le Conseil Culturel de Bretagne, dans son avis du 10 février, "*ce dispositif doit être complété par un effort conséquent et chiffré de l'effort de formation d'enseignants monolingues*". MAIS toute référence prévue à un nombre de congés formation annuel a disparu du projet initial et la formulation finale est identique à celle de la convention de 2015 avec le succès très... relatif que l'on connaît !

Enfin, si L'État reconnaît formellement dans la convention, les missions de service public assurées par DIWAN, les sujets spécifiques de fond n'ont pas été traités dans le projet actuel de convention et renvoyés à une future convention spécifique Etat-Région-Diwan dont on annonce la signature en 2022, conformément au contrat d'action publique pour la Bretagne signé le 8 février 2019, mais qui n'avait jamais abouti jusqu'alors, ou plus simplement à un dialogue "classique" de gestion annuelle pour les moyens dédiés au réseau.

On peut douter du caractère ambitieux des futures dispositions de cette future convention spécifique pour le réseau DIWAN. En effet, l'une des demandes principales portées à savoir la demande d'une contractualisation immédiate d'écoles ou d'établissements secondaires sous forme d'annexes aux écoles et collèges déjà existants, est bien mentionnée dans la convention globale, mais avec une formule tellement alambiquée qu'on peut douter de la volonté réelle de la mettre en place : "*il sera porté une attention particulière à la possibilité d'une contractualisation anticipée sous forme d'annexes (dans la nouvelle convention spécifique qui sera signée en 2022)*" (SIC). Cette possibilité est pourtant offerte sans aucun problème dans d'autres académies, comme pour les écoles immersives associatives en catalan (La Bressola) avec l'Académie de Montpellier !

Concernant les Dotations Globales Horaires, ce point est également renvoyé à cette convention spécifique DIWAN, mais nous constatons déjà une incohérence entre notre lecture de la circulaire et la non dotation de 3 heures d'enseignement de breton au lycée pour la rentrée 2022. On peut également s'interroger sur l'ajout d'une mention sur la modification d'un contrat d'association. En plus d'y retrouver un des leviers de "remise au pas" préconisés dans le rapport Bernabé-Dubourg-Lavroff (*rapport de l'administration centrale de l'Éducation Nationale de 2019 sur Diwan et dévoilé fin août qui préconisait de mettre fin à l'immersion*), cette modification pourrait créer une fragilité juridique en cas de modification ou d'annulation de la circulaire sur les langues régionales par un nouveau gouvernement. L'idéologie va-t-elle finir par l'emporter sur la pédagogie ?

La plus grande vigilance sera de mise pour la réalisation des objectifs annoncés et d'autres mobilisations nécessaires pour le respect de nos droits culturels fondamentaux.



14 février / a viz C'hwevrer 2022

Kemennadenn d'ar Mediaoù / Communiqué de Presse

KENEMGLEV NEVEZ STAD-RANNVRO WAR AR BREZHONEG : UN HENT BRAV WAR-ZU AR C'HELENN MET...UN DIOUER SKLAER A EMOUESTL ARC'HANT GANT AR STAD EVIT GELLOUT KAS DA BENN AR PALIOU !

Votet e vo ar c'henemglev nevez war treuzkas ar yezhoù Breizh (2022-2026) e fin miz C'hwevrer gant ar c'huzul Rannvro. Evel just ez eus **araokadennoù** e-barzh ar c'henemglev pa geñverier ar **paliouù uhelek ar wech-mañ** ha re hini 2015 : 30 000 skoliad en hentennoù divyezhek dreist-holl, 50 % eus ar postoù e kenstrivadeg kelenner ar skolioù (a-benn fin 2026), hollekaat tamm-ha-tamm ar c'helenn brezhoneg hag ar c'helenn war an amzer skol ha n'eo ket war hini dediet d'ar yezhoù, (lakaat e pleustr mellad 7 al lezenn Molac gant an hollekadur e Penn ar Bed, 50% eus ar skolioù er c'hentañ derez evit ar Morbihan, 25% en Aodoù an Arvor hag Ilh-ha-Gwilen ha kenderc'hel gant ar c'helenn-mañ er skolajoù).

Met n'eus ket a sikour resis ha sifret gant ar Stad evit kas da benn ar paliouù uhel-mañ ! Evel ma 'eo bet lavaret mat gant Kuzul sevenadurel Breizh en e gemenn embannet digwener tremenet, « diouzh an arc'hant lakaet e raio berzh ar c'henemglev-stern-mañ ha war ar poent-mañ e verzomp n'eus sammad a-ziforc'h ebet war badelezh ar c'hememglev ».

Diskleriet eo bet sklaer gant ar Rannvro hag hor c'hevredigezhioù o youl da reiñ an tu d'ar skolidi diyezhek kenderc'hel gant ar c'helenn brezhoneg er skolajoù hag el liseoù. Ar pezh a dalv en un doare pleustrek, cheñch tu d'an traoù ha chom a sav gant an digresk a skolidi. Anavezet eo an abeg : n'eus statud ebet evit an hentenn divyezhek galleg-yezhoù rannvro, ar pezh a zispriaz anezhi da geñver arnodennoù ar vachelouriezh, dispriaziadur c'hoantaet gant Ministr an Deskadurezh Stad. MET, n'eo ket skrivet splann er c'henemglev e vo tennet an diarbennoù fall-mañ ! unan eus an diarbennoù pozitivel eo ma vo gellet d'al liseidi enskrivañ en hentennoù Europa MET dipitus eo avat ne c'hellfe ket bezañ posupl er skolajoù. Ouzhpenn-se, poentoù zo a c'hellfe bezañ fall-put evit ar c'helenn publik dre ma vo lakaet darn eus an araezioù e debarzhadur hollek ar skolajoù war ar c'helc'h 4.

Meneget eo « *kadarnaat a ra ar Stad e youl da dizhout ar barelezh eurvezhioù en eil derez a-bezh o kreskiñ an tuta hag ar stummañ e brezhoneg evit un niver mat a gelennerien a gelenn danvezioù n'int ket yezhel* » MET aet eo diwar-wel meneg an niver a bostoù kinniget e kenstrivadeg an eil derez a gaved e goulenn kentañ ar Rannvro. Ennañ e oa raktreset kreskiñ ingal an niver a blasoù e kenstrivadeg an eil derez CAPES/CAFEP evit mont betek 25 e 2026 ! abaoe bloavezhioù, n'eus nemet 4 fost a vez krouet pep bloaz...

Evit tizhout 30 000 skoliad en hentennoù divyezhek e ranker klask muioc'h c'hoazh a skolaerien divezhek evel ma tiskler Kuzul rannvro Breizh. Meneget eo ez eus 20% d'an nebeutañ miret gant an Akademiezh evit kenstrivadeg kelenner ar skolioù divyezhek evit mont betek 50 % MET « *gant ma vo a-walc'h a dud enskrivet er c'henstrivadegoù ha gant ma vo an niver a loreidi par da hini an hentenn unyezhek* ». Ret e vo en em glevet war petra dalv un niver a-walc'h a dud enskrivet hag al liveoù (peseurt notenn izek ?). Lavarout a ra ar Rektordi ma n'en em gaver ket evel se e vo lakaet ar postoù-se war ar genstrivadeg unyezhek.

Evit stummadur kentañ skolaerien ar publik : aet eo diwar-wel kement skrid o venegiñ eo posupl bezañ enskrivet ez fizikel en ul lec'h studi estreget hini Sant-Brieg, dreist-holl e Brest, Gwened ha Roazhon evit ar studieren c'hoant ganto en em stummañ war ar gelennerzh. Degas a reomp da soñj e cheñcho doareoù ar genstrivadeg e 2022 ! kinniget e vo ar genstrivadeg CRPE en eil bloavezh Master MEEF. Hiziv, n'eo ket bet muzuliet mat efedoù seurt chenchamant pa emañ e riskl digalonekaat danvez enstriverien ha dreist holl ar re a fello dezho bezañ ebarzhet en Deskadurezh Stad e kerzh eil lodenn o red micherel. Ur riskl a zo gwelout un digresk eus an dud war ar renk (2 vloaz stummañ hep bezañ gopret e lec'h unan betek hen). Lec'hiañ stummadur ar vistri war ul lec'h studi nemetken, hini Sant-Brieg, n'eo ket a-walc'h evit bastañ da ezhommoù ar studieren.

Aet eo diwar-wel ivez kement skrid eus ar goulenn kentañ evit kaout ur stummadur dibaouez a-bouez evit ar gelennerien war bostoù dija hag ur stummadur a-bouez evit mistri stummerien divyezhek nevez ! Erfin, evel diskleriet groñs gant Kuzul sevenadur Breizh en e gemennadenn eus 10 a viz C'hwevrer, « *ouzhpenn an doareoù-mañ e ranko bezañ embannet skoazelloù sifret evit kas war raok stummadur ar gelennerien unyezhek* ». Kement skrid oc'h ober anv eus un niver a gonjeoù stummañ bloaziek a zo aet diwar-wel er raktres kentañ hag ar skridoù diwezhañ a zo heñvel ouzh re ar c'henemglev 2015 gant an disoc'hoù gwan-tre a anavezher.

Erfin, ma anavez ar Stad er c'henemglev ar c'hefridioù a servij publik sevenet gant Diwan, n'eus ket bet anv eus ar sujedoù a-ziforc'h er raktres kenemglev a-vremañ ha graet vo anv diouto e-barzh ur c'hemglev Stad-Rannvro-Diwan nevez a-ziforc'h a zlefe bezañ sinet e 2022, hervez ar gevrat ober publik evit Breizh sinet d'an 8 a viz C'hwevrer 2019 met na oa ket aet betek penn. Ur c'hendiviz merañ bloaziek « klasel » war an araezioù da reiñ da rouedad eo ar benn ar fin.

Gellout a reomp kaout douetañs diouzh an doareoù da zont a gavimp e-barzh ar c'hengemglev a-ziforc'h nevez evit ar rouedad Diwan. E touez hor goulennoù pennañ emañ ar goulenn kevratañ ar skolioù nevez kerkent dindan stumm adskolioù skolioù a zo diouto dija. Meneget eo kement-mañ er c'henemglev hollek met skrivet en un doare ken luziet ma c'heller kaout douetañs diouzh ar gwir youl da gas se da wir : “*taolet e vo evezh ma vo gellet kevratañ abretoc'h dindan stumm adskolioù (e-barzh ar c'henemglev a-ziforc'h a vo sinet e 2022)*” (SIC). E akademiezhioù all evel evit ar skolioù kevredigezhel dre soubidigezh e katalaneg (La Bressola) e akademiezh Montpellier e c'hell dija an dra-mañ bezañ graet !

Evit ar pezh a sell ouzh an debarzhadurioù hollek a eurvezhioù e vo ar poent-mañ meneget e-barzh ar c'henemglev a-ziforc'h Diwan met merzout a reomp un dra digempoell dija etre skridoù ar c'helchlizher hag ar fed ne vo ket a zebazhadur 3 eurvezh kelenn brezhoneg el lise d'an distro-skol 2022. Nec'het omp gant ur skrid ouzhpennet a-zivout kemmadur ur gevrat kevredigezhel. Ouzhpenn da adkavout amañ un doare da “c'hourdrouz” ac'hanomp, tra erbedet dija en danevell Bernabé-Dubourg Lavroff (danevell mererezh kreiz an Deskadurezh Stad e 2019 ha diskoachet e penn kentañ miz Gwengolo ma oa erbedet paouez gant ar soudibigezh ennañ) e c'hellfe ar c'hemmadur-mañ lakaat ac'hanomp bresk e-keñver al lezenn ma vez kemmet pe nullet ar c'helc'hlizher war ar yezhoù rannvro gant ur gouarnamant all. Daoust hag e teuo an ideologiezh da vezañ trec'h war ar bedagologiezh ?

War evezh e vimp evit ma vo sevenet ar palioù embannet ha mareoù stourm all a vo da gaout c'hoazh evit ma vo doujet d'hor gwirioù sevenadurel pennañ.